

GABRIEL ATTAL

Ancien Premier Ministre

Le 1 octobre 2026,

Chères et chers professeurs de France,

Depuis le début de la semaine, des centaines d'établissements sont bloqués.

Vos cours sont annulés, les élèves qui veulent travailler sont intimidés, les retards s'accumulent déjà avec les mêmes victimes : les jeunes qui en ont le plus besoin.

Pire, les violences se multiplient.

Violences contre les établissements : poubelles incendiées, mobilier dégradé, collèges et lycées saccagés.

Violences contre vous également, car aux injures et aux intimidations se sont ajoutées des agressions physiques inacceptables, comme l'un de vos collègues à Lille en a été victime.

Ces blocages sont inadmissibles. Ces violences sont intolérables.

Et vous le savez pour le voir, les meneurs des blocages ne sont souvent même pas les élèves de vos établissements. Ces bloqueurs professionnels sont formés et envoyés par La France Insoumise, qui utilise les élèves comme de la chair à canon à des fins purement électorales.

Les problèmes de l'école ne les intéressent pas. Les difficultés des élèves ne les concernent pas. Pour eux, seuls le désordre et le chaos comptent.

Nous avons un point commun : notre amour pour l'école. Notre conviction qu'elle est le seul chemin vers la liberté et l'émancipation. Qu'elle seule permet l'élévation de chacun.

Comme ministre, j'ai agi à vos côtés : choc des savoirs pour enfin élever le niveau, restauration de votre autorité, fin du "pas de vague", affirmation des valeurs de la République. J'ai montré qu'il était possible d'engager des changements majeurs sans provoquer aucun blocage.

Faute de volonté et d'impulsion politiques, ces changements ont trop souvent été abandonnés par la suite.

Nous croyons en notre jeunesse. Nous refusons de voir ses inquiétudes sincères être manipulées politiquement.

Nous devons répondre au problème à la racine : chaque heure de cours doit être assurée. Pour cela, il faut revaloriser la profession d'enseignant, rendre votre métier, le plus beau du monde, plus attractif. C'est pourquoi je propose la plus importante hausse de salaires des professeurs jamais menée : entre 200 et 500 euros supplémentaires par mois.

Nous devons organiser une permanence des cours pour qu'il y ait un professeur en face de chaque classe. C'est pourquoi je souhaite donner plus d'autonomie aux chefs d'établissement pour qu'ils puissent l'organiser librement avec vous.

Je veux aussi réaffirmer votre autorité.

Comme ministre, je vous ai rendu le dernier mot sur le redoublement. Je souhaite que ce soit le cas pour chaque décision. Une note, une sanction ne doit pas être le prétexte à des discussions à l'infini. C'est vous qui savez ce qui est juste. Et plus largement, nous avons besoin de combattre sans relâche la montée de la violence dans notre jeunesse.

Vous en êtes les premiers témoins, et parfois les premières victimes. Les réseaux sociaux banalisent la violence, la relativisent. Ils laissent croire que tout serait permis, tout serait possible et sans conséquences.

Alors, je veux faire aboutir l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, que je porte depuis des années maintenant. C'est une mesure de salubrité publique pour notre jeunesse.

Mais ce n'est pas tout, et je veux remettre au cœur de notre jeunesse un principe simple : la responsabilité.

Notre droit n'est plus adapté et donne le sentiment qu'aucun acte n'aurait de conséquences. C'est pourquoi je veux mettre en place une échelle nationale des sanctions, dans les établissements, pour que les choses soient désormais claires et identiques partout. C'est pourquoi je propose une réforme de la Justice des mineurs pour sanctionner réellement et rapidement ceux qui commettent des dégradations ou des violences.

Notre jeunesse mérite mieux que d'être manipulée. Nous devons lui donner les armes pour réussir. C'est votre vocation et c'est mon engagement depuis la première minute. L'école sera la priorité absolue de mon mandat.

Comptez sur moi pour continuer à me battre avec vous, pour vous et pour notre jeunesse.

Fidèlement,



GABRIEL ATTAL

Député des Hauts-de-Seine
Président du groupe Ensemble pour la République
à l'Assemblée nationale